



HAL
open science

Fin de la guerre

Frédéric Gros

► **To cite this version:**

| Frédéric Gros. Fin de la guerre. Dictionnaire de la guerre et de la paix, 2017. hal-03896385

HAL Id: hal-03896385

<https://sciencespo.hal.science/hal-03896385>

Submitted on 13 Dec 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Fin de la guerre

Frédéric Gros, Sciences Po, Centre de recherches politiques (CEVIPOF), CNRS, Paris, France

In : Benoît Durieux (dir.), Jean-Baptiste Jeangène Vilmer (dir.), Frédéric Ramel (dir.), *Dictionnaire de la guerre et de la paix*, Paris : PUF, 2017, 1513 p.

L'espérance millénariste

Par « fin de la guerre », on peut entendre plusieurs choses. Dans un premier sens, le plus obvie, il s'agit de penser la disparition de tout conflit armé entre les peuples, l'installation d'une paix universelle, contre le fatalisme qui voudrait que la guerre soit à ce point liée à la condition humaine qu'il ne faudrait rien de moins qu'une extinction de l'espèce pour rendre possible un effacement des guerres (ce que Kant nomme « la paix des cimetières »). Contre ce pessimisme anthropologique, l'espérance d'un dénouement heureux de l'histoire humaine s'est régulièrement exprimée, au moins sous deux formes, les plus décisives pour la pensée politique. Il s'agit d'abord de la croyance millénariste chrétienne, qui veut que l'effondrement des mondes et la fin des temps (l'apocalypse) soient précédés d'une période de mille ans de bonheur et de perfection sur terre, période qui verrait la disparition des guerres et des souffrances pour une humanité réconciliée avec elle-même, dans une Nature revenue à sa profusion et son harmonie premières. Cette croyance a été rapidement dénoncée comme hérétique par l'Église, qui hésitait à accepter qu'une plénitude puisse habiter l'immanence terrestre, mais elle a nourri à la fois des mouvements sociaux et des ambitions politiques qui se donnèrent précisément pour but la précipitation de l'histoire vers ce dernier état apaisé de l'humanité. Soient par exemple les Croisades des pauvres, des enfants, des pasteurs, lesquelles, en marge des Croisades officielles (celles des barons et des princes) espéraient qu'une poignée de cœurs purs battant sous des haillons suffiraient, parvenus devant Jérusalem, à faire tomber les murs et basculer l'histoire vers son renversement. Mais soit aussi le thème politique de « l'Empire des derniers jours », qui sur la base de prophéties, anciennes (byzantines) et renouvelées, prédisaient l'avènement imminent d'un Empire pacifique englobant les nations autrefois plurielles et rivales, aussi uni et lisse qu'une tunique sans couture (effacement des frontières), un Empire unifié par une communauté de foi, se préparant sereinement au Jugement dernier et propre à provoquer le retour glorieux du Christ. Ce mythe d'un dernier âge politique du monde illustre une synthèse, dont on ne doit pas sous-estimer l'importance dans l'imaginaire politique, entre la paix et l'autocratie, la fin des guerres et l'Empire, comme si seul un ordre impérial pouvait réconcilier, rassembler, totaliser, quand les démocraties condamneraient les peuples et les hommes à des hostilités incessantes. Particulièrement puissant tout au long du Moyen-Âge (et on pourrait même dire jusqu'à la Renaissance), ce mythe produit un renversement culturel décisif en projetant un

état de plénitude pacifique, ordinairement situé dans un âge d'or pré-adamique, à la fin de l'histoire. Par ce mythe, l'histoire n'apparaît plus comme cet état chaotique et furieux causé par la chute hors de la perfection paradisiaque, définitivement condamnée à la violence et aux guerres perpétuelles, mais un lent chemin vers la réconciliation de tous. Des versions laïcisées nourriront ces grandes rêveries, dont deux au moins ont une importance considérable, et qu'on peut nommer par commodité « kantienne » et « hégélienne ». La version kantienne consiste à poser l'état de paix et d'harmonie finales à la fois comme norme régulatrice, idéal rationnel, et tension innervant l'action des hommes dans un processus de construction progressive d'un système de droit international permettant des résolutions pacifistes aux différends entre Nations, mais encourageant aussi à un droit interne à la guerre (*jus in bello*) propre à préserver la possibilité de la paix à l'intérieur même du conflit. Le modèle hégélien (plus tard marxiste) est dialectique : il consiste à poser la paix comme le fruit inéluctable et nécessaire, par dépassement interne des négations, des guerres elles-mêmes. La remarque fameuse d'Aristote selon lequel « personne ne choisit de faire la guerre pour la guerre » (*Ethique à Nicomaque*, 1177b) trouverait donc son enracinement historico-ontologique : la paix est le produit terminal des guerres. La fin de la guerre comme caractéristique d'un état glorieux de l'histoire correspond à ce premier noyau de sens, d'inspiration millénariste et médiévale.

Le dispositif moderne

La modernité westphalienne en consacrant le principe de pluralité, en abandonnant le songe d'une unification impériale mystique, entraîne un premier bouleversement de la donne sémantique. Le dispositif conceptuel moderne né de l'effacement des songeries impériales redistribue les sens de « paix » et de « guerre » selon deux niveaux étagés et complémentaires. Au premier niveau, les penseurs politiques du pacte social vont supposer, comme état préhistorique, un état de nature caractérisé, en l'absence de toute autorité publique et de toute règle commune, par une « guerre de tous contre tous » (Hobbes), une hostilité permanente et mortelle entre tous les individus due au déchaînement sans frein des passions naturelles (soient, pour Hobbes encore, la crainte, la vanité et l'envie). L'insécurité permanente de cet état contraint les individus à instituer, au terme d'un contrat passé entre tous, une autorité publique (un Etat) soumettant l'ensemble de la communauté à des lois et faisant régner un ordre interne. A ce second niveau, on trouve un premier sens de paix comme tranquillité intérieure, garantie par une police vigilante et une justice inflexible et correspondant à une sortie de la guerre comme anarchie primitive. Cependant, toujours à ce niveau, les relations « extérieures » entre Etats seront caractérisées par la persistance structurelle d'un « état de guerre », puisque les Etats demeurent entre eux comme des individus à l'état de nature. Cet « état de guerre » signifie la possibilité toujours ouverte d'un conflit. Quand cette simple possibilité est réalisée, de manière ponctuelle, on assiste entre Etats à des guerres historiques déterminées, à savoir des affrontements réglés entre deux armées sur des champs de bataille, scandés par des déclarations de guerre, des victoires ou des défaites, des signatures de traités de paix. La guerre et la paix signifient alors des segments

déterminés dans l'histoire des peuples, on devrait même dire des modalités relationnelles interétatiques distinctes et exclusives. L'*épistémè* politique moderne comprend donc trois sens de « guerre » (guerre originaire de tous contre tous ; état de guerre indépassable inter-étatique ; conflit inter-étatique effectif) auxquels correspondent au moins deux « fins de la guerre » différenciées : la paix comme ordre public interne résultant d'un arrachement à l'anarchie originelle ; le règlement d'un conflit effectif entre Etats par la signature d'un accord structurellement provisoire.

Le paradigme contemporain

Si l'on considère maintenant la situation contemporaine, elle semble marquée par une reconfiguration du sens de la « fin de la guerre », au moins dans trois dimensions. L'apparition de l'arme nucléaire (et bientôt thermonucléaire) dans l'arsenal des grandes puissances, a constitué une rupture certaine : il s'agit en effet d'une arme (elle ne fut utilisée, comme on sait, que deux fois) dont la puissance de destruction est à ce point effroyable qu'elle signifierait un suicide collectif pour deux belligérants qui auraient la tentation de l'employer. Le propre de cette arme dite dissuasive est de n'avoir pas pour fonction de remporter une guerre, mais de la rendre impossible, au moins entre puissances en disposant, en lui donnant le visage de l'apocalypse. C'est ainsi que la guerre froide s'est caractérisée par une paix paradoxale : une paix au bord du gouffre obtenue par une prolifération du nombre de têtes nucléaires dispersées en des endroits stratégiques sur la surface du globe ; mais une paix surtout qui entraînait une multiplication de guerres civiles périphériques où se rejouait, sur un mode mineur, l'opposition entre bloc soviétique et empire américain. Si effectivement, pour reprendre l'expression de Claude Le Borgne « la guerre est morte à Hiroshima », cette fin de la guerre n'a jamais signifié autre chose que l'absence d'une guerre majeure entre grandes puissances nucléaires. La fin de la guerre froide, sur fond de « victoire » des démocraties libérales, a fait naître cependant une deuxième constellation de sens de la « fin de la guerre ». La chute du mur de Berlin a signifié aux yeux du monde la victoire d'un modèle économique (le libéralisme) et d'un régime politique (la démocratie). Une fois évanouie la menace d'un conflit majeur, la guerre a pu apparaître aux nouvelles générations comme obsolète, désuète, presque ringarde. La thématique déjà ancienne d'une « douceur du commerce » (Montesquieu) propre à rendre caduques les vieilles passions guerrières, d'une substitution des calculs d'intérêt aux logiques d'honneur paraissait pouvoir enfin trouver sa réalisation historique : les démocraties libérales s'enorgueillissent d'avoir trouvé des moyens pacifiques de régler les différends : discussions réglées et arbitrages juridiques. La mondialisation des échanges, la globalisation culturelle nourrissent largement l'espérance d'un monde dans lequel la communication culturelle, les échanges économiques et un droit international constitueraient le remède définitif aux violences. La situation contemporaine est marquée pourtant moins par un « retour de la guerre » que par la multiplication de formes de violences politiques dont la forme est largement irréductible à des formats classiques, même si évidemment elles ne sont pas nouvelles (la seule nouveauté résidant dans les modalités d'organisation et de diffusion via les nouvelles techniques). On pense surtout évidemment aux

actes terroristes, mais il faut évoquer aussi les interventions armées de haute technologie. Il s'agit de se demander cette fois si par « fin de la guerre » on ne devrait pas penser, plutôt que l'avènement de la paix, la disparition d'une certaine distribution des violences collectives armées. La guerre a longtemps signifié une configuration particulière de violence structurée selon certaines règles : *a minima*, un principe de représentation politique (on tue pour faire triompher une volonté politique déterminée), auquel peut s'ajouter un principe de réciprocité dans l'échange mortel propre à nourrir des codes d'honneur militaire. Les progrès des techniques de destruction ont rendu largement caduque le second principe : la mise en danger des populations civiles par des bombardements aériens est rapidement apparu comme pouvant représenter un avantage certain, mais on ne doit pas oublier que pour autant que l'histoire des guerres a toujours été traversée par le massacre d'innocents désarmés. Il est cependant clair que, en prenant en compte l'existence de structures juridiques internationales et les liens de dépendance créés par un marché mondialisé, on peut envisager la fin de la guerre si on entend par elle un conflit majeur, interétatique, ou même plus généralement un principe de concentration, de ritualisation et de limitation de la violence mortelle. Les historiens depuis quelques décennies ne cessent de montrer l'importance des guerres dites asymétriques, irrégulières, de basse intensité, etc. La guerre (majeure), en s'effaçant, ne laisse pas place à une concorde générale, plutôt à une série indéfinie d'actes de guerre diffuse. Ce principe de diffusion doit s'entendre au moins en quatre sens. Il s'agit de faire valoir une dispersion : l'acte terroriste par excellence frappe « n'importe où » et « n'importe qui » (ce qui ne signifie pas que les cibles soient indifférentes), sans prévenir : il n'exige plus ni champ de bataille ni choc frontal d'armées. Le propre d'un conflit diffus tient aussi dans son caractère temporellement indéfini : le terrorisme nous fait entrer dans une temporalité de menace qui ne peut être scandée par aucune victoire décisive. L'état diffus du conflit se marque aussi par un caractère de continuité. L'acte terroriste brouille les séparations classiques : entre le soldat et le civil, entre le criminel et l'ennemi, entre l'intérieur et l'extérieur, entre le centre et la périphérie. Enfin, l'état diffus de la violence s'exprime sous la forme d'un principe de contagion : pas seulement une contagion de la peur, mais aussi de l'horreur. La violence dérégulée dont fait preuve l'acte terroriste appelle sournoisement une riposte qui elle aussi ignorerait toute limitation. Il ne faut certainement pas se limiter au phénomène terroriste pour évoquer l'effacement massif de la guerre conventionnelle au profit d'autres configurations de violence. Après tout, la promesse d'une « guerre zéro mort » dans les années quatre-vingt dix (avec l'espoir d'une neutralisation de l'ennemi au moyen de frappes ciblées qui paralyseraient ses possibilités de communication, de mouvement, de projection), ou bien l'usage contemporain de drones dans des « interventions » soutenues par les grandes puissances témoignent de l'effacement de ces dimensions qui pouvaient définir autrefois l'identité de la guerre : le tragique de la mort et la réciprocité dans l'échange létal. Mais on pourrait penser tout aussi bien à des situations de conflits endémiques où des violences politiques s'éternisent en prenant en otage les populations civiles. L'« intervention » des puissances occidentales se donne comme but de mettre un terme à l'intolérable en imposant une paix armée. Mais le problème se pose alors (syndrome de « l'impuissance de la victoire » pour reprendre l'expression de Hegel à propos de Napoléon) de ce qu'on appelle depuis peu le *jus ex bello*, un droit qui puisse accompagner les sorties de guerre. La situation contemporaine est donc singulièrement complexe : disparition du cycle des guerres dites

majeures entre puissances occidentales, mais augmentation d'actes de guerre terroristes ponctuels qui diffusent la menace et la peur, ou d'« interventions » extérieures dans le but de faire cesser une crise humanitaire. La fin de la guerre n'apparaît plus dès lors ni comme une promesse d'achèvement de l'histoire, ni comme une scansion juridico-historique déterminée. Elle est devenue un processus interminable de sécurisation.

BIBLIOGRAPHIE

BADIE B. & VIDAL D. ed., *Nouvelles Guerres*, Paris, La découverte, 2014 ; COLONOMOS A., « Is there a Future for 'Jus ex Bello' », *Global Policy*, 6, 2015, p. 358-368 ; GROS F., *Etats de violence : Essai sur la fin de la guerre*, Paris, Gallimard, 2006 ; GILPIN R., *War and Change in World Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981 ; HOLSTI K. J., *Peace and War : Armed Conflicts and International Orders*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991 ; KALDOR M., *New and Old Wars Organized Violence in a Global Era*, Stanford University Press, 1998 ; LE BORGNE C., *La guerre est morte*, Paris, Grasset, 1987 ; MUELLER J., *Retreat From Doomsday. The obsolescence of Major War*, New York, Basic Books, 1988 ; MÜNKLER H., *Les guerres nouvelles*, trad. C. Obétais, Paris, Alvik, 2003 ; RAMEL F. & HOLEINDRE J.-V., *La fin des guerres majeures*, Paris, Economica, 2010 ; VAN CREVELD , *La transformation de la guerre*, Paris, éd. du Rocher, 1998, trad. J. Bodin.